L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.
Bureaux : 72 rue de Chartres

NOUVELLE-ORLÉANS
JEUDI, 19 JANVIER 1893.

THEATRE DE L'OPERA.

La représentation de *Lohengrin* vient de finir. Cette reprise se donnait au bénéfice de M. Raynaud, le fort ténor qui a pris si vaillamment possession du répertoire, et l'aura épuisé sans que jamais la moindre défaillance se soit produite et toujours en montant plus haut dans l'estime de notre public, si étrange, si ombrageux parfois cependant quand il s'agit de ténor.

Cette importante exécution supplémentaire faisait aussi partie des trois soirées extra offertes à M. Mangé, par le Conseil de direction de l'Association de l'Opéra.

Donc à ce double titre *Lohengrin* aurait dû valoir le maximum à la caisse. Mais hélas! cette saison le rôle monotone du public nous condamne, nous aussi, à la monotonie.

Les plus souvent il nous aura, même sur reprises les plus importantes, fait exprimer ces regrets.

Il semble qu'on se soit pis, durant cette campagne théâtrale, à accumuler les déboires pour la direction ; qu'on ait cherché à décourager de notre scène lyrique française.

Par bonheur, une fois encore un groupe de sauveteurs, dirons nous, s'est formé et il est maintenant à peu près manifesté que l'avenir est assuré à notre Opéra, la plus sérieuse institution artistique qui soit au Etats-Unis.

Nous n'entreverons ce soir dans aucune appréciation critique, nous venons seulement et en peu de mots constater une réussite.

Cette réussite va d'abord au crédit de M. Raynaud et de Mme Lemaître-Schweyer qui se sont très fréquemment fait applaudir et même rappeler comme toujours. L'entrée d'Elsa, l'apparition du Chevalier au Cygne, le défi, le duo des femmes du 2nd acte, le duo nuptial, la marche nuptiale ont profondément impressionné les auditeurs de goût parce que c'est là que vraiment Richard Wagner a assigné le rôle d'Ortrude au chant et à l'orchestre.

Et ici, reconnaissant que les splendides effets de sonorité véritablement de couverte par le maître bavarois ont été rendus avec un bel ensemble par les divers timbres dont chacun a son haute valeur dans cette partition si complexe, si émouvante, et où la poésie a souvent son mot à dire. Il faut féliciter la direction de cette reprise qui, pour des causes diverses a dû être comme improvisée. Il est facile de prévoir que les jouissances du public vont s'aviver encore au fur et à mesure des représentations de *Lohengrin*.

M. Raynaud a été chaleureusement accueilli et a été rappelé plusieurs fois. Il a reçu nombre de cadeaux, entr'autres deux jolies bottes et une canne.

Aujourd'hui à la matinée *La Traviata*, le soir *Samson et Dalila*.

Samedi soir *Martha* avec MM. Gluck, Hondin, Kinnel, Rossi et Mme Jau Boyer.

Dimanche matinée *Le Prophète* ; le soir *Les Mousquetaires au Couvent*, avec la distribution suivante :

Brissac	MM. Jau
Bridaine	Jouanne
Gontran	Cortellier
Le Gouverneur	Thomassin
Rigobert	Vincent
Pichard	Roche
Langlais	Blanc
Simonne	Mmes Nast
Marie	Léa Sainti

Académie de Musique.

La troupe qui joue en ce moment le *Junior Partner* à ce théâtre attire chaque soir un nombreux auditoire ; du reste cette troupe est composée de fort bons éléments.

Grand Opera House.

Mlle Annie Pixley, la charmante soubrette, est accueillie chaque soir par de chaleureux applaudissements. M. Greenwall a eu la main heureuse en faisant cet engagement, qui est un des plus fructueux pour lui depuis l'ouverture de la saison théâtrale. Mlle Pixley est, du reste, une véritable artiste dans son genre et est bien secondée par le reste de la troupe.

LES FONDS SECRETS EN ITALIE

—Dépêche particulière de la *République française* :

Rome, 29 décembre.

La *Fanfulla*, au sujet des accusations portées contre MM. Floquet et Ronvier et des explications fournies par ces deux hommes d'Etat, raconte l'anecdote suivante dont elle certifie l'authenticité :

C'était à la veille de la guerre de 1859. A la réception du 1er janvier aux Tuileries, l'empereur avait adressé à l'ambassadeur d'Autriche les fameuses et historiques paroles.

L'Italie avait bondi sous "le cri de douleur" annoncé par Victor-Emmanuel.

Le comte de Cavour manda à Turin le directeur de la Banque nationale, alors en résidence à Gênes, M. Charles Bombrini. Le colloque fut court.

—Nous allons déclarer la guerre à l'Autriche, dit le premier ministre, et nous avons pour alliée l'armée française. La France est riche, le Piémont est pauvre. L'emprunt que le Parlement va approuver est insuffisant. J'ai besoin d'autres millions. A quel chiffre s'élève la réserve métallique de la Banque ?

M. Charles Bombrini cita le chiffre précis.

—Il ne faut une partie de ces millions, continua Cavour ; j'ai besoin de fonctionner le mouvement national, de pourvoir à des dépenses imprévues, et c'est à l'ami, à Bombrini, que je demande ce prêt. Il s'agit d'une guerre sainte. Vous n'hésiterez pas.

—Je repars ce soir même pour Gênes, répondit simplement Bombrini, et demain matin, sur mon ordre, l'or amassé dans les caves de la Banque à Gênes prendra la route de Turin.

Je sais, ajouta-t-il, que je viole les statuts de la Banque, que je me mets hors la loi....

—Je sais aussi, reprit avec un élan juvénile Cavour, que si nous sommes battus, le Piémont est perdu. Dans ce cas, l'Etat sera dans l'impossibilité de rembourser les Banques. Nous jouons le tout pour le tout. Etes-vous prêt ?

Les deux interlocuteurs se regardaient, devenus muets, et une double émotion se trahissait sur leurs visages. Bombrini rompit le premier le silence.

—*La patrie avant tout !* monsieur le comte. Notre petit ? notre responsabilité ? nous y penserons plus tard.

Les deux hommes se séparèrent sur ces paroles. Dans ce moment tragique, ils n'étaient compris.

Devant les cafés du boulevard Montmartre, passait, l'autre jour, un superbe Algérien, dans son pittoresque costume exotique, mais, comme beaucoup de ses compatriotes, chausé de babouches.

Dans la foule qui l'admirait, la voix d'un passant s'élève, qui dit :

—Ce doit être un cheik.

—Allons donc ! fait un ouvrier qui se trouvait là, si c'était un cheik, il aurait des talons !

Signe des temps :

A la porte d'une église, un pauvre tendait la main au milieu de beaucoup d'autres pauvres.

Passe un monsieur en chapeau haut de forme, qui met une pièce de cinquante centimes dans la main du malheureux.

Cinquante centimes ! le mendiant regarde la pièce, la flaire, et, avec un regard indécible :

—Monsieur peut m'affirmer que cet argent ne vient pas du Panama !

Dans une banque parisienne :

Un monsieur s'adresse à l'un des employés, et lui demande un chèque de 20,000 francs, sur Lyon, à l'ordre de M. Petdevin.

L'employé prépare le chèque, fait verser le client et lui remet la valeur demandée. Un instant après, le monsieur revient, rouge de colère et, apostrophant l'employé :

—Mais je ne vous ai pas dit que le bénéficiaire de mon chèque était député. Veuillez effacer cette mention.

—Ah ! pardon ! fait l'employé ; et croyant rectifier, il écrit : sénateur.

Dans une soirée où sont installées différentes tables de jeu. MM. Rouvier et Floquet étaient assis en face l'un de l'autre :

—Partie d'échecs ! dit quelqu'un en passant.

Fin de dialogue entre Gabriel Hanotaux et Calmon :

—Je sais très heureux qu'il y ait un nouveau ministère, car je ne connais rien d'ennuyeux comme ces crises ministérielles.

—Il y a, pourtant, un moyen bien simple de les éviter.

—Lequel ?

—C'est d'interdire aux députés de s'occuper de politique.

CHRONIQUE DE LA VILLE.

Nouvelle-Orléans, 19 Janvier 1893

Indications : Pour la Louisiane.— Temps beau plus chaud ; vents passant au sud.

Température du 18 janvier 1893.
Thermomètre de E. A. L. GLAUDEL, Opticien, No 142 rue du Canal.
Entrée Carondelet et Bienville.

	Fahrenheit	Centigrade
7 heures du matin	52	10
Midi	50	9
3 P. M.	46	7
6 P. M.	44	6

Mariages, Naissances et Décès, inscrits au Bureau de Santé dans les dernières 24 heures.

MARIAGES.—Charles Binder à Mlle Marguerite Burgoyne ; Raymond J. Hortelano à Mlle F. A. François ; William McGloin à Mlle Della Walsh ; Etienne Valentine à Mlle Félicité Jacques ; George Hartledegan à Mme Veuve Julia Wolzel ; Peter Pollock à Mlle Margaret Smith ; George Imhoff à Mlle Rosa Becker ; John Keller à Mlle Emilie Casubon ; Thomas L. Hunter à Mlle Cassie Williams ; Ernest Vogue à Mlle Mary Victor ; Charles Smith à Mlle Edna E. Major.

NAISSANCES.—Mmes Bernard Fontan, Jr, une fille ; William Master, un garçon ; Andrew J. Bacon, un garçon ; Charles C. Piper, Jr, une fille ; Barry Mann, une fille ; John J. Lynch, une fille ; Charles Griffin, une fille ; George Brunet, une fille ; Narcisse Soler, une fille ; Charles April, une fille.

DÉCÈS.—Olivia Riley, 11 mois, 496 rue Jackson ; F. W. Stern, 29 ans, Hôtel Dieu ; Mlle Mary A. Hilder, 45 ans, Maison du Bon Pasteur ; Edgar Phillipoi, 4 ans, 377 Nord Rampart ; Charles L. Bier, 17 ans, 74 rue Hurst ; Mme Mary O. Donovan, 22 ans, 1229 Deuxième ; Cecile Payne, 17 ans, 70 rue Nord Franklin ; Viola M. Dabrie, 2 mois, 5 rue Lafayette ; Léon Klein, 8 jours, 16 rue Union ; Veuve J. du Jacons, 79 ans, rues Français et Remparts ; Zeb Hawkins, 23 ans, 462 rue Bagatelle.

Cour Civile de District. — Jugions Hart contre Henry Arnold, pour $400.

L'Etat ex rel. J. H. Breaux contre la ville, pour obtenir une annulation de taxe.

Bahler Building and Mfg. Co. contre Robt. Laxton et J. C. Febiger, pour $103 50.

Thos Carry & Cie contre J. R. Tuck, pour $2,573.67.

Cour Criminelle. — Section B— Théo. Wiltz, faux en écritures, 8 ans de pénitencier.

Louis Green, port d'armes cachées, $20 ou trente jours.

Loterie de la Louisiane.

Une dépêche de la presse associée, datée de Tegucalpa, Honduras, 17 janvier, publiée hier par le *Times-Democrat*, annonce que le gouvernement de cette dernière république a accordé une charte à la Compagnie de Loterie de la Louisiane. A l'expiration des privilèges de celle-ci, elle se transportera au Honduras qui lui fait de larges concessions et lui accorde non seulement un monopole de cinquante années, mais lui fait cession de l'île de Guanaja, en face de Honduras.

On lui fait aussi une donation de terrains et on lui accorderait le privilège d'établir un télégraphe sous-marin entre la susdite île de Guanaja et les côtes des Etats-Unis, ainsi qu'une ligne de steamers entre le Honduras et l'étranger.

La loterie n'aurait aucune taxe à payer et ses employés seraient exempts du service militaire.

Le Honduras, en retour des privilèges extraordinaires, ainsi concédés, aurait le libre usage du cable et des steamers, recevrait un million de dollars en or américain et une commission de 1 à 3 pour cent sur le montant des billets vendus par la Compagnie.

Qu'y a-t-il de vrai et de fondé dans ces racontars télégraphiques ? Nous l'ignorons absolument.

Le temps.—Nous traversons en ce moment le temps le plus désagréable que nous ayons encore vu cet hiver.

Depuis quarante-huit heures que nous patauguons dans six pouces de boue, sous une pluie d'une persistance désespérante, une pluie glacée, neige mangée ou fondue que les quatre vents vous soufflent insolemment à la figure, on souhaite impatiemment le retour du temps sec, quelque froid qu'il soit.

Hier soir, chose rare à cette époque de l'année, les grondements de la foudre se sont fait entendre plusieurs fois, mais ils n'étaient accompagnés d'aucun éclair.

A vrai dire, le mauvais temps est général en ce moment dans tous les Etats-Unis et nous ressentons ici les effets, fort atténués heureusement, de la *vague froide* qui s'étend sur toute la région nord et ouest.

Depuis bien longtemps, on n'avait pas vu semblable tourmente de neige dans la Louisiane, le Mississippi et l'Alabama.

A Shreveport, il fait très froid et la neige y est tombée pendant plusieurs heures, ainsi qu'à Monroe et dans tout le Nord de la Louisiane. Il en est tombé même jusqu'à Amite City, mais elle s'est fondue à mesure et elle a été suivie par une forte pluie.

Dans le Mississippi, la neige est tombée en abondance à Jackson, Vicksburg, Greenville, Magnolia, Purvis, Fayette, Summit, Osyka, Durant, etc.

A Little Rock, Ark., il en est tombé 6 pouces, et le service des chars urbains a été interrompu. De l'avis du directeur du service des signaux, il ne serait pas impossible que nous voyions ici sauter les blancs flocons. Les prognostics sont pluie, neige, dans la partie nord de l'Etat ; temps clair pour aujourd'hui, plus froid, et probablement beau. Beau temps pour demain.

Un immense navire marchand — Le steamship *Samoa* qui vient d'arriver dans le port et est amarré à Westwego, mérite une mention spéciale à cause de ces immenses proportions. Il a une longueur de 445 pieds, 52 pieds de large, 34,9 pieds de cale et 25,5 pieds de tirant d'eau avec un déplacement de 8,259 tonnes. Il marche avec une vitesse de 10 1/2 nœuds à l'heure.

Il va faire à Westwego un chargement de 175,000 boisseaux de blé, il prendra à son bord 7,000 balles de coton et 1 000 tonnes d'huile de coton et de tourteaux.

Union de conducteurs de chars.—A une récente réunion des conducteurs de chars, un comité a été nommé pour aller trouver les directeurs de la compagnie de Carrollton dans l'intérêt des conducteurs en ce moment au service de la compagnie et qui sont menacés d'être renvoyés lorsque les mules seront remplacées par des moteurs électriques.

Mort de froid.—Hier matin, à 6 heures, on a trouvé sur la voie du chemin de fer du Louisville & Nashville, le corps d'un nègre inconnu, portant un paletot brun et un chapeau noir, et n'ayant pas de souliers aux pieds. Le cadavre a été transporté à la Nouvelle-Orléans, où le coroner a déclaré que la mort avait été causée par un séjour trop prolongé au froid.

Accident.—Philip Davis, un nègre de 23 ans, qui hier matin à 2 heures 45, travaillait à la raffinerie des Planteurs, au pied de la rue St-Louis, a été accidentellement blessé à la tête avec un crochet à soulever les barils. Après avoir reçu les soins des étudiants, il a été transporté chez lui, No 152 rue des Français.

Soldier's Home.—Le nouveau bureau de directeurs du Soldier's Home, vient de tenir sa première réunion à l'arsenal des Gardes Continentaux, sous la présidence du général J. B. Vinet, qui avait été choisi comme président temporaire, M. W. R. Lyman étant absent pour cause de maladie. L'organisation du nouveau Board a été complétée après l'adoption des rapports de l'ex-secrétaire et de l'ex-trésorier, par la nomination du général J. B. Vinet président, et M. Ward comme secrétaire. Les officiers du Board sont : J. B. Vinet, président ; J. V. Gilmore, vice-président ; W. R. Lyman, trésorier ; A. H. Ward, secrétaire ; Dr Y. R. LeMonnier, médecin.

En choisissant le général J. B. Vinet, comme président, les administrateurs du Soldier's Home ne pouvaient donner à M. Lyman, un successeur plus digne d'occuper ce poste, auquel le désignaient ses qualités administratives et son passé comme soldat. Il fut pendant la guerre, officier du génie et prit part au fameux scolavement du 14 septembre. M. Vinet figure au premier rang parmi nos commerçants ; il a rempli sous les deux derniers gouvernements les fonctions d'administrateur public qu'il a bouvervé sous le gouverneur Foster. Il est aussi président de la Red Cross Society, et vice-président de la Howard Benevolent Association, et directeur de la New-Orleans Insurance Co.

Menus faits.—A 8 heures 30 du soir, un commencement d'incendie, causé par une cheminée en mauvais état, a légèrement endommagé le moulin à riz de M. G. A. Lanaux, situé au No 16 de la rue Conti. Les flammes ont été éteintes par l'extincteur chimique de la rue Jalie.

—A 6:30 heures P. M., un feu de cheminée sans importance a causé un émoi considérable, au No 202 de la rue Bourbon, occupé par de nombreux Arabes.

Petit dialogue sentimental.

—Oh ! mon adorée ! En l'honneur de la nouvelle année, montrez-vous moins cruelle. Soyez pour moi un chèque !

—!!!

—Laissez-vous toucher !

DEPECHES
Télégraphiques
TRANSMISES A L'ABEILLE

FRANCE.

L'Affaire du Canal de Panama

Déclaration importante du Procureur-Général au sujet du Canal.

L'extradition de M. Cornelius Herz sera demandée par le Gouvernement.

Paris, 18 janvier—Aujourd'hui au cours du procès relatif à la Compagnie du Canal de Panama, le procureur-général a fait une déclaration importante et a dit que le Canal était impraticable. Pour un canal avec des écluses la dépense serait encore de 1,500,000,000 de francs de plus, et cela prendrait quinze ans pour l'achever, car 1,400,000,000 de francs ont déjà été dépensés sur un capital actuel de 3,000,000,000.

Mais les rapports des ingénieurs disent que le projet serait de 60,000,000 par an et cela ne serait réalisable qu'après douze année de trafic. D'après ces calculs, on aurait à peine deux pour cent sur le capital placé dans l'entreprise. On arrive par conséquent à cette conclusion, que le canal n'est pas possible.

Cette déclaration a produit une profonde impression.

Le gouvernement a décidé de demander l'extradition de M. Cornelius Herz, de l'Angleterre, sous l'accusation d'escroquerie, qui est un des délits stipulés dans la loi anglaise pour lequel on peut demander l'extradition.

Cette escroquerie a été, dit-on, pratiquée au préjudice de M. de Lesseps qui a institué une plainte. Cette information n'est pas très claire et couvre probablement quelque nouvelle révélation qui doit être faite sous peu. L'expulsion de trois journalistes étrangers est approuvée unanimement par la Presse.

Les ambassadeurs intéressés ont remercié le gouvernement.

Paris, 18 janvier—Le premier témoin aujourd'hui devant la Commission d'enquête parlementaire, a été M. Stephane, un commis de l'associé du baron de Reinach. Il a dit que celui-ci lui avait laissé une liste des noms de personnes qui avaient reçu de l'argent.

Parmi celles-ci figurent ceux de MM. Renault, Barbe, Besal et Thevenet.

Toute la liste renferme les noms de plus de cent députés qui ont bénéficié du fonds de Panama.

Les sommes payées à ceux mentionnés plus haut varient entre 1,000 ou 2,000 francs, et 300,000 francs chacun.

Paris, 18 janvier—Le procureur-général dans sa plaidoirie a dit que des syndicats de garantie ont été formés pour tromper le public et que M. Ferdinand de Lesseps et autres accusés en étaient responsables.

M. Eiffel est un complice dans le fraudes, recevant secrètement de l'argent, et sachant bien que l'argent qu'il recevait était une partie du produit d'une escroquerie.

Il a ajouté que la mauvaise foi des défendeurs était manifeste dans toutes les manœuvres auxquelles ils ont eu recours. M. Ferdinand et Charles de Lesseps ont fait une tournée dans les provinces avec l'objectif de faire revivre l'ardeur des souscripteurs pour l'entreprise du Canal de Panama, et dans ce but, ils ont publié de faux rapports avec des promesses mensongères. M. Eiffel par un abus de confiance a obtenu 25,000,000 de francs.

Le procureur général a conclu en demandant que les accusés soient punis, pour avoir eu recours à toutes sortes de fraudes pour attirer le capital.

Une amende, a-t-il dit, ne serait pas suffisante ; la justice demande que de pareils crimes soient sévèrement punis.

La situation en France.

Paris, 18 janvier—Les républicains oublient leurs différends personnels et se rallient à la cause du gouvernement.

M. Goblet dit qu'il ne se mêlera pas à une campagne dont l'objectif est de provoquer une crise présidentielle.

Ce sentiment est généralement exprimé par d'autres personnages marquants que les réactionnaires espéraient attirer dans leur rang par des motifs d'ambition personnelle. La découverte d'un complot royaliste en France et l'intérêt croissant des affaires s'il range ont servi à faire oublier pour un moment le scandale de Panama. En vue des développements du procès, l'attention a été appelée sur le fait que M Ferdinand de Lesseps a fait prendre au clergé pour aider son projet, et qui jusqu'ici avait été à peine obscrvée.

M. de Lesseps et sa famille allaient régulièrement à la messe à la Madeleine, lorsque l'entreprise du Canal était en pleine activité. Il a demandé à l'époque à un prélat d'être le parrain d'un de ses enfants. Enfin on parlait de l'entreprise partout avec confiance jusqu'au moment de la catastrophe. Voici un incident de cette complicité : Le marquis qui a laissé au Pape le domaine d'Impade à Concorde a été conseillée par un prélat de conserver son offrande de quarante mille francs par an au denier de St-Pierre en actions de la compagnie de Panama.

Naturellement le dit prélat a reçu un tant pour cent assez élevé sur la transaction. Chaque prêtre qui décidait une de ses ouailles à prendre un bon en action recevait une commission.

L'incident Cassagnac et Dupuy-Dutemps.

Londres, 18 janvier—Le correspondant du *Daily News* a télégraphié, que M. Dupuy Dutemps, malgré ses protestations hier devant la Commission, a porté dit-on, des accusations contre M. de Cassagnac dans une lettre envoyée récemment à un journal quotidien de Toulouse, avec lequel il correspond. Une des accusations était que la personne indiquée par les initiales "P. C." mentionnées dans le rapport de M. Flory sur les comptes de la compagnie de Panama, est M. Paul de Cassagnac.

Hier celui-ci a admis avoir reçu 60,000 francs pour les annonces de la dite compagnie, insérées dans les colonnes de son journal, mais il a maintenu que c'est le montant qui lui était dû, conformément au tarif des annonces dans son journal, et à l'espace occupée par les dits avis de la compagnie du Panama.

Le même tarif, a-t-il ajouté, serait réclamé instantanément au Bon Marché ou toute autre maison commerciale.

Avant de lever la séance, de délibérations de la Commission, dit le correspondant du *News*, M. Dupuy-Dutemps s'est oublié, et cessant de nier sa responsabilité au sujet des accusations, s'est écrié : Eh bien, si les initiales "P." "C." ne veulent pas dire Paul de Cassagnac, quel nom représentent-elles alors ?

"Ce n'est pas mon affaire de vous fournir des informations", a été la réponse de M. de Cassagnac.

Paris, 18 janvier. — On se souvient qu'hier durant la commission d'enquête parlementaire, une altercation très vive a eu lieu entre MM. de Cassagnac et Dupuy-Dutemps. Le premier a reproché à celui-ci qui est un des membres de la commission, d'avoir accueilli des bruits qu'il avait accepté de l'argent de la compagnie du Canal de Panama. De pareils bruits sont des mensonges, a t-il dit, et il défie à qui que ce soit de le prouver. M. Dupuy-Dutemps a interrompu M. de Cassagnac pour dire qu'il n'a jamais cru un seul instant que M. de Cassagnac fut impliqué dans ces affaires de Panama, et qu'il n'a jamais fait courir aucun bruit à son sujet, au sujet du scandale.

M. de Cassagnac a écouté ces assertions avec une expression de dédaigneuse incrédulité bien marquée sur son visage.

Dès que M. Dupuy-Dutemps est repris son siège, M. de Cassagnac a dit : "M. Dupuy Dutemps a fait circuler le bruit que j'avais reçu un chèque de la compagnie de Panama payable au porteur. J'ai des preuves de cela. Je démens ces bruits. Ils sont faux et malicieux, et je demanderai une satisfaction personnelle à l'homme qui est responsable de ces fausses rumeurs."

Le chairman de la Commission, M. Brisson, a interrompu M. de Cassagnac, pour lui donner l'assurance qu'il y a quelque malentendu au sujet de l'accusation portée contre lui par M. Dupuy-Dutemps ou aucun autre membre de la Commission, et qu'aucun soupçon n'existe sur son intégrité.

M. Dupuy Dutemps a corroboré les paroles de M. Brisson, et plusieurs autres députés ont parlé dans le même sens ; on a essayé de calmer M. de Cassagnac, qui était très excité. Celui-ci s'est retiré et a envoyé ses témoins porter un cartel à M. Dupuy-Dutemps.

Chambre des députés.

Paris, 18 janvier—Aujourd'hui à la Chambre des députés, M. Delonale a interpellé le gouvernement au sujet des affaires égyptiennes, et a demandé s'il était vrai que l'Angleterre avait forcé le khédive à canceler la nomination de ses ministres, et quelle action la France avait l'intention de prendre dans l'affaire.

M. Develle, ministre des Affaires étrangères, a répondu, qu'il serait difficile en ce moment de donner aucune information relativement aux événements survenus au Caire. Il a dit qu'on avait institué une enquête à cet effet.

M. Develle a ajouté, que la France ne resterait pas indifférente à quoi que ce soit qui affecterait l'indépendance de l'Egypte. (Cris de : Ecoutez ! Ecoutez !)

M. Waddington, le représentant de la France en Angleterre, a reçu les instructions de voir Lord Rosebery, le ministre des Affaires étrangères et de conférer avec lui à ce sujet.

Le journal le *Temps* dit que cet événement jette de la lumière sur les faux rapports des hommes d'état anglais, sur l'étendue réelle de l'autorité anglaise et sur la politique éhontée du gouvernement anglais, en formant d'un protectorat une simple annexion.

Bente française.

Paris, 18 janvier — Le trois pour cent est coté à 95 francs 70 centimes.

L'expulsion du correspondant Szelki.

Paris, 18 janvier—M. Szelki, le correspondant d'un journal autrichien en cette ville, dont l'expulsion de France a été ordonnée par le gouvernement, a été escorté à la frontière par deux agents de police, et on lui a signifié qu'il ne doit plus retourner en France.

Arrestation de marchands par les Français à Whydah.

Londres, 18 janvier—Une dépêche de l'Afrique Occidentale annonce, que les Français ont arrêté tous les marchands à Whydah, port du Dahomey et les ont embarqués à bord d'une canonnière.

M. et Mme Bertle, sujets anglais, sont parmi les personnes arrêtées.

Le roi Christian du Danemark.

Copenhague, 18 janvier—On annonce que le roi Christian du Danemark n'assistera pas au mariage du prince Frédéric Charles et de la princesse Marguerite, la plus jeune sœur de l'empereur Guillaume qui aura lieu le 25 janvier à Berlin. Les allusions du chancelier à l'égard du Danemark sont, croit on, la raison pour laquelle sa majesté refuse d'aller à Berlin.

Protestation contre l'expulsion de M. Szelki.

Londres, 18 janvier—Le correspondant du *Times* à Vienne, écrit que l'éditeur du *Prettikirbap* a envoyé une protestation au Président Carnot, à MM. Ribot et Pierrier contre l'expulsion de M. Szelki, son correspondant à Paris. Il fait appel dans sa protestation aux nobles traditions de la république et à la liberté française.

Cette expulsion a créé une mauvaise impression en Autriche-Hongrie car elle a été apparemment dictée par le désir de contenter la Russie.

Le Czar.

St Pétersbourg, 18 janvier—Dans sa réponse aux félicitations du nouvel an, aux autorités municipale de Moscou, le czar a dit :

"Puisse Dieu entendre notre prière et que cette année soit une de paix et de prospérité pour la Russie."

En Russie, le nouvel an tombe le 13 janvier.

Le sénateur Jones.

Londres, 18 janvier — Le sénateur Jones, membre de la délégation américaine à la conférence monétaire de Bruxelles, a eu une conférence hier avec Sir William Vernon Harcourt, chancelier de l'Echiquier.

Le sénateur Jones rira sous peu à Paris.

L'Infante Isabelle ne visitera pas l'Exposition de Chicago ainsi que cela avait été projeté.

Madrid, 18 janvier—L'Infante Isabelle a retiré sa promesse provisoire d'ouvrir l'Exposition Colombienne de Chicago.

On a appris de bonne source que la principale raison pour ne pas visiter les Etats-Unis est qu'en y venant elle serait alors obligée de visiter Cuba et Porto Rico où sévit généralement la fièvre jaune.

La crainte de l'Infante de contracter cette maladie est naturelle, et elle n'ira pas à moins d'y être forcée dans un endroit, où elle courrait les risques d'avoir la fièvre jaune.

Mais, entre nous, on peut le dire de la fièvre jaune, est commune à tous les espagnols.

De plus, les dépenses d'une visite aux possessions espagnoles dans les Indes Occidentales, en outre de celles qu'elle aurait à faire en visitant les Etats-Unis, seraient trop lourdes pour la liste civile de l'Infante qui est très modérée. Celle-ci croit qu'elle ne pourrait faire face à ces dépenses. A une époque, la reine régente Christine était très enclin à visiter l'exposition.

Elle a finalement décidé de ne pas laisser la petite Alphonse, et comme elle craignait de l'emmener avec elle, elle abandonna l'idée de visiter les Etats-Unis. C'est alors qu'elle pria l'Infante Isabelle qui la représente à nombre de fêtes d'aller à sa place à Chicago.

Décès à la succursale de la banque de Naples.—Les bandits italiens.

Rome, 18 janvier—Un déficit de trois millions de francs existe, dit-on, à la succursale de la banque de Naples à Rome.

Le caissier de la dite succursale a été arrêté et un directeur s'est enfui.

On ne rapporte que celui-ci a récemment acheté un ticket pour les Etats-Unis.

Une autre rumeur dit qu'il est parti pour la Sicile.

Des rumeurs très graves circulent au sujet de la "Banco Romano" et la police exerce une grande surveillance à l'égard des directeurs, de crainte qu'ils ne s'enfuient.

Les financiers sont très excités ainsi que les déposants. Un grand nombre de ceux-ci seront ruinés au cas où un désastre sérieux surviendrait à la "Banco Romano."

Les nouvelles reçues de la Sicile, annoncent que, quoique le gouvernement ait réussi en partie, à faire cesser les brigandages, les bandits qui avaient été obligés de se cacher, commencent à sortir de nouveau de leurs repaires, et les autorités prennent des mesures rigoureuses pour les supprimer.

Le Khédive et l'ultimatum de l'Angleterre.

Le Caire, 18 janvier—Le Khédive a abandonné la position prise par lui à l'égard de l'Angleterre. Hier un message du gouvernement anglais a été remis au Khédive, demandant le renvoi dans les 24 heures, du nouveau cabinet nommé par celui-ci. L'ultimatum ne laisse aucun doute, que la Grande Bretagne est bien décidée à ne pas lâcher prise sur l'Egypte et à ne pas permettre au Khédive d'ignorer les intérêts anglais.

On a bien fait comprendre à ce dernier que la position qu'il occupe est grâce au consentement de l'Angleterre et que si l'appui de celle ci lui était retiré, il se trouverait dans une position précaire.

Aujourd'hui, à l'expiration des 24 heures données dans l'ultimatum, Lord Cromer, ministre anglais, est allé demander quelle était la réponse du Khédive. Ce dernier, qui avait eu une longue conférence avec Nubar Pacha et Rias Pasha, a exprimé le regret que le choix du nouveau cabinet ne soit pas approuvé par l'Angleterre et a déclaré que Fakhri Pasha, le nouveau président du conseil qu'il avait nommé, a résigné, sur sa demande, son poste.

Le Khédive a offert de nommer à sa place Ruiz Pasha, qui était avant, à la tête du cabinet égyptien et qui, on le sait, est amical aux intérêts anglais.

L'Angleterre a consenti à la nomination de Ruiz Pasha. Il a été convenu avec le Khédive, que dorénavant il ne fera aucun changement dans le cabinet sans consulter l'Angleterre.

L'ex-Président Rutherford B. Hayes.

Fremont, 18 janvier—L'ex-Président Rutherford B. Hayes a succombé hier à une maladie de cœur. Un grand nombre de télégrammes sont arrivés à la résidence du défunt.

Parmi ceux-ci sont des messages de condoléances du Président Harrison, du sénateur Foster et des membres survivants de son cabinet pendant son administration, parmi lesquels sont M. Evarts, John Sherman, Alexandre Ramsay, Nathan Goff, A. W. Thompson, D. M. Key et Carl Schurz.

Le gouverneur Pattison, de la Pennsylvanie, télégraphie au fils du défunt : "Je viens de lire la nouvelle de la mort de votre père avec un profond chagrin. La Pennsylvanie pleure avec vous et votre famille la perte d'un brave soldat et d'un homme d'Etat sage."

Carl Schurz écrit : Acceptez ma plus profonde sympathie dans votre malheur.

Le noble caractère de votre père comme homme d'état et patriote s'élèvera constamment dans l'appréciation populaire à mesure que le temps passe.

L'Hon. William A. Courtney, de Charleston, Caroline du Sud, télégraphie :

Ma famille me prie de vous donner l'assurance de leur sincère sympathie dans votre malheur.

Fremont, 18 janvier—Le Col. H. S. Buckland de cette ville, qui est chargé des funérailles de l'ex-Président, et a dit que celles ci seront simples et seront liées vendredi à 3 heures.

Washington, 18 janvier—Cette après-midi, à une séance spéciale du cabinet, un ordre exécutif signé par le Président, a été lancé, ordonnant que les bâtisses fédérales soient tendues de noir pendant trente jours. Les affaires publiques seront suspendues le jour des funérailles. Les secrétaires Foster, Noble, Rusk et le Maître de Poste général Wanamaker se rendront à Fremont, comme représentant du Président.

Washington, 18 janvier—La cour suprême des Etats-Unis n'est ajournée en mémoire de l'ex-président Hayes.

WASHINGTON.

CONGRES.

Sénat.

Washington, 18 janvier—Sur motion de M. Sherman, après avoir fait le panégyrique de l'ex Président Hayes, le Sénat s'ajourne par respect à la mémoire du défunt.

Washington, 18 janvier—Il n'y aura pas de vote aujourd'hui sur le anti-option bill. Le programme actuel est l'ajournement du Sénat immédiatement après la lecture du journal comme témoignage de respect à la mémoire de M. Hayes. Il est possible que le vote ne soit pris que mercredi de la semaine prochaine.

Chambre.

Washington, 18 janvier—La Chambre s'ajourne après une session d'une heure comme marque de respect à la mémoire de l'ex Président Hayes.

Washington, D. C., 18 janvier—La Chambre n'est ajournée par respect à la mémoire de l'ex-président Hayes.

Elections sénatoriales.

Indianapolis, Ind., 18 janvier—Aujourd'hui à midi, M. David Turpie, démocrate, a été réélu sénateur des Etats-Unis par la session conjointe de la législature. M. Turpie a eu 98 voix et Fairbanks, républicain, 50.

Sacramento, Cal., 18 janvier — M. Stephen B. White, démocrate, de Los Angeles, a été élu aujourd'hui sénateur des Etats-Unis pour succéder à l'Hon. Charles N. Felton à la session conjointe de la législature.

Jefferson City, Mo., 18 janvier—L'Hon. W. M. Cockrell a été réélu sénateur des Etats Unis à la session conjointe de la Législature.

Le World's Fair.

Ottawa, Ont., 18 janvier—Le gouvernement du Manitoba a refusé d'exposer au World's Fair. Aucune raison n'a été donnée pour ce refus.

Le navire de guerre américain Kearsarge.

Panama, 18 janvier—Le navire de guerre des Etats-Unis *Kearsage* est arrivé à Colon.

Rutherford Hayes.

Il vient de mourir un homme qui a joué un rôle important aux Etats-Unis—trois fois gouverneur d'Etat et une fois président de la République ; honnête d'ailleurs dans la vie privée et dans la vie publique, mais au nom duquel se rattache un des plus tristes souvenirs de notre histoire ; nous voulons parler de M. Rutherford Hayes.

On se rappelle la malheureuse élection présidentielle de 1876. M. Tilden, le candidat démocrate, avait obtenu la majorité des voix, 200,000 voix de plus que M. Hayes le candidat républicain. Ce dernier avait été choisi, non pas précisément pour ses mérites personnels, mais parce que, dans la convention républicaine, il y avait, en présence, deux hommes éminents, James G. Blaine et Conkling—deux politiciens qui se haïssaient, de sorte que, acharnés, dont l'un ne pouvait ni ne devait céder à l'autre, et que, dans ces conditions, il n'y avait pas d'entente possible. M. Hayes, choisi comme "Dark horse," étant trouvé en minorité, il intrigua, avec les républicains, qui voulaient s'emparer du pouvoir, de se débarrasser de M. Tilden. Voici comment ils s'y prirent. On contesta les élections de la Caroline du Sud et de la Louisiane, de la Louisiane, surtout.

Le Hayes n'ayant pas pu n'ayant pas osé décider la question et le pays se trouvant dans un état d'effervescence inquiétant, on imagina la formation d'une haute cour composée de cinq sénateurs, de cinq représentants et de cinq juges de la Cour Suprême. Il y avait dans ce tribunal qui allait juger en dernier ressort, sept partisans de M. Tilden, et sept partisans de M. Hayes. Le président s'étant, en dépit des vœux du corps électoral, déclaré pour le candidat républicain, celui-ci fut proclamé président et inaugura comme tel. C'est assurément l'escamotage le plus hardi, le plus éhonté qui se soit perpétré dans l'histoire de l'Union, et il est fâcheux qu'un homme dont la mémoire était restée intacte jusque là, se soit prêté à d'aussi odieuses manœuvres et ait pu en profiter.

Il semble en avoir éprouvé quelque remords et avoir cherché à réparer, en partie, l'usurpation dont il avait été, non l'auteur, mais l'instrument, et le bén